## Coopération judiciaire: décision de gel des avoirs ou des preuves. Décision-cadre. Initiative France, Suède et Belgique

2001/0803(CNS) - 14/05/2002

La commission a adopt le rapport de Lus MARINHO (PSE, P) approuvant largement l'initiative rvise visant faire adopter une deision-cadre, sous rserve d'un certain nombre d'amendements dposs dans le cadre de la procdure de consultation (re-consultation). Elle s'est flicite de ce que le nouveau texte du projet de deision ait tenu compte, dans une large mesure, des amendements proposs par le Parlement en 2001 et ait largi ainsi le champ d'application, pour en arriver aux 32 types de dlits noncs dans le mandat d'arrt europen. Toutefois, estimant que le projet de deision-cadre manquait encore d'audace et d'envergure, la commission a adopt un amendement stipulant que des deisions de gel peuvent tre mises en ce qui concerne les infractions qui ne font pas l'objet d'un contr-le de la double incrimination si elles sont punies d'une peine de deux ans au moins, au lieu des trois ans indiqus dans la proposition. Dans le cas contraire, de nombreuses infractions ainsi que les produits de ces infractions chapperaient aux sanctions. D'autres amendements ont pour objet de garantir que toutes les deisions relatives aux mesures concernant le gel de biens prvues dans le projet, tant dans l'tat d'mission que dans l'tat d'excution, seront adoptes exclusivement par les autorits judiciaires de chaque tat et dans le cadre d'une procdure pnale. Enfin, la commission estime que la deision-cadre doit entrer en vigueur d'urgence, savoir au plus tard le 31 deembre 2002.